

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE**

Council of Europe / Conseil de l' Europe
F-67075 Strasbourg Cedex
Tel : +33 (0)3 88 41 20 00
Fax : +33 (0)3 88 41 27 76
E-mail : pace@coe.int
<http://stars.coe.fr>

AS/ENA (2001) 40 rév.
7 janvier 2002

Commission de l'environnement et de l'agriculture

**Prévention des catastrophes écologiques
par la destruction des armes chimiques**

Avant-projet de rapport

Rapporteur : Mme Lisbeth Fehr, Suisse, LDR

Résumé

La Convention sur les armes chimiques (CAC) entrée en vigueur en 1997 vise à l'élimination d'une catégorie entière d'armes de destruction massive par la mise en œuvre d'un mécanisme de vérification universel. La Convention interdit le développement, la production, l'acquisition, la rétention, le stockage et l'utilisation de toute arme chimique. Elle charge chaque Etat partie d'éliminer ses stocks d'armes chimiques et ses installations de production endéans dix années, c'est à dire avant 2007.

À ce jour, la CAC a été ratifiée par 145 États. Malheureusement, la mise en œuvre de la Convention n'avance que lentement. Ce constat est tout particulièrement vrai pour ce qui concerne la destruction des stocks d'armes chimiques.

Ce rapport souligne que le retard pris dans la mise en œuvre de la CAC risque d'aboutir à un blocage général du processus de désarmement chimique, ce qui aurait des incidences négatives non seulement sur la santé de l'homme et l'environnement localement, mais aussi sur le désarmement et la sécurité à l'échelle internationale.

Le rapport parvient par conséquent à la conclusion que des efforts importants doivent être entrepris le plus rapidement possible pour arrêter la prolifération des technologies et des armes chimiques. Il souligne également le risque de catastrophe provenant des sites de stockage qui subsistent encore. Le risque d'accident majeur provoquant de nombreuses victimes et de pollutions dévastatrices augmente avec le vieillissement des stocks. De plus, le risque de vol d'armes chimiques subsiste

tant qu'il y aura des stocks. Les petits obus d'artillerie qui peuvent être facilement utilisés pour des actes de terrorisme ou dans un conflit régional sont tout particulièrement visés.

Pour ces raisons, le rapport invite les États membres du Conseil de l'Europe à s'engager de manière plus importante en faveur d'un désarmement chimique rapide puisque c'est là le meilleur moyen de prévenir des catastrophes, un moyen beaucoup moins onéreux que les efforts à déployer pour remédier aux catastrophes une fois qu'elles aient eu lieu.

Sommaire

1. Introduction / contexte historique.....	2
2. La Convention sur les armes chimiques (CAC).....	3
3. La mise en œuvre de la CAC en péril	3
4. Développements récents.....	4
5. Conclusion.....	5

1. Introduction / contexte historique

C'est le 22 avril 1915 que l'arme chimique dite moderne a été utilisée pour la première fois à Ypres. Les vagues de chlore lancées par l'armée allemande ont fait 5000 morts et 10 000 blessés. C'est en 1916 que la première attaque a eu lieu au moyen d'un gaz de combat en tant que tel, c'est-à-dire d'une substance spécialement développée pour un usage militaire (le phosgène, un gaz toxique). Par la suite, de nouvelles substances ont été développées à un rythme croissant et utilisées de plus en plus fréquemment. Au total, 125 000 tonnes de substances chimiques ont été utilisées durant la Première Guerre mondiale. Elles ont tué ou blessé 1,3 million de personnes.

La pression de l'opinion publique internationale née de la terreur provoquée par l'utilisation des gaz de combat durant la guerre qui venait de s'achever a conduit à la signature du Protocole de Genève le 17 juin 1925. Ce protocole interdisait le recours en premier aux armes chimiques. En revanche, la mise au point, la fabrication et le stockage d'armes chimiques ainsi que leur utilisation à des fins de riposte demeuraient autorisés.

La découverte par les troupes alliées d'occupation des installations de production de gaz neurotoxiques, gaz qui leur étaient inconnus à l'époque, a eu deux incidences. D'une part, de nombreux pays ont entrepris des programmes de recherche sur les armes chimiques pour améliorer les moyens de protection ou pour développer leurs propres gaz neurotoxiques. D'autre part, ils se sont mis à détruire plusieurs centaines de milliers de tonnes d'armes chimiques datant de la Première Guerre mondiale étant donné que la découverte des gaz neurotoxiques leur avait enlevé tout intérêt du point de vue militaire. La destruction d'une grande partie de ces armes a été effectuée dans un délai très court, souvent de la manière la plus rapide et la moins coûteuse possible, c'est-à-dire par incinération, enfouissement ou immersion.

Après la Seconde Guerre mondiale, les toxiques de combat ont été souvent utilisés, les dernières fois dans le conflit entre l'Iran et l'Iraq, contre la bourgade kurde de Halabja en Iraq et à Tokyo, en 1995, lors du premier attentat terroriste à l'arme chimique (Sarin) à grande échelle.

2. La Convention sur les armes chimiques (CAC)

Le développement de la bombe atomique a progressivement fait disparaître les armes chimiques des doctrines militaires. Les négociations en vue d'une nouvelle convention sur les armes chimiques ont été entamées vers la fin des années 60. L'atmosphère lourde durant la guerre froide les a cependant fortement ralenties. Ce n'est que le 13 janvier 1993 que la « Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction » (Convention sur les armes chimiques, CAC) a pu être signée à Paris. À ce jour, la CAC, qui a une durée illimitée, est l'accord de désarmement global le plus progressiste. Pour cette raison, certains de ses éléments devraient être intégrés dans les futures conventions sur les armes biologiques et nucléaires. Les nouvelles approches sont :

- Le principe de l'interdiction complète et non discriminatoire, c'est-à-dire que, contrairement à ce qui est le cas du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, aucun des États parties n'a le droit de posséder ou de détenir des armes chimiques.
- Le contrôle direct du respect de la convention au moyen d'inspections sur place, de contrôles réguliers et minutieux des installations de stockage et de destruction ainsi que de l'industrie chimique.
- Bien qu'il n'ait pas encore été mis en œuvre, l'instrument d'inspection en cas de suspicion qui peut être effectuée n'importe quand, n'importe où et qui ne peut pas être refusée.
- L'exclusion des États non parties à la convention du commerce mondial de certains produits chimiques.

Avec l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes chimiques le 29 avril 1997, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) chargée de la mise en œuvre de la CAC a pu entamer ses activités à La Haye. Chaque État membre présente à l'OIAC une déclaration confidentielle sur les installations de fabrication potentiellement capables de produire des armes chimiques ainsi que sur d'éventuels anciens programmes de développement d'armes offensives. Sur la base de cette déclaration, l'OIAC surveille la destruction d'éventuelles armes chimiques ou installations de production de telles armes, elle inspecte régulièrement les installations chimiques déclarées qui permettraient de fabriquer des toxiques de combat.

A la fin de décembre 2001, 145 États avaient adhéré à la CAC (voir Annexe). L'OIAC emploie environ 500 personnes dont plus de 200 inspecteurs. Elle a effectué sa 1000^e inspection dans le courant de l'été 2001. Quatre États membres (Corée du Sud, États Unis, Inde, Russie) ont déclaré détenir des armes chimiques et trois d'entre eux ont entamé des programmes de destruction.

<http://www.opcw.org>

3. La mise en œuvre de la CAC en péril

Pour certaines, les armes chimiques et biologiques peuvent être fabriquées facilement et à moindre coût et peuvent encore déployer des effets dévastateurs. Un petit nombre de ces armes pourraient tuer des milliers de personnes. Les énormes quantités d'armes chimiques qui ont été immergées au

cours du XX^e siècle ou qui, depuis la guerre froide, sont encore stockées à terre, constituent un très grand problème et représentent une réelle menace pour les populations locales.

Le 12 décembre 2000, dans son allocution devant le Parlement suisse, Michail Gorbatchev, ancien président de l'Union Soviétique a en substance déclaré que nous avons tous fait l'erreur, il y a des années, de couler des milliers de tonnes d'armes chimiques dans presque tous les océans du monde. S'efforcer de remonter ces bateaux et ces barges de la profondeur des océans, ou les laisser pourrir avec le temps, représente un autre défi auquel nous ne nous sommes pas encore attaqués. La menace des gens utilisant ces armes terrifiantes dans le cadre de conflits régionaux, comme nous l'avons vu lors de la guerre entre l'Iran et l'Irak, ou lors de l'attentat terroriste dans le métro à Tokyo il y a cinq ans, nous hantera, ainsi que nos enfants, pendant des années encore.

Selon la CAC de 1993, tous les stocks d'armes chimiques doivent être détruits d'ici à 2007. Ce délai peut, exceptionnellement, être prolongé jusqu'en 2012 au plus tard. Mais, actuellement, la mise en œuvre de la CAC dans ces délais et dans le respect de l'environnement et de la santé est toutefois remise en cause. D'une part, les moyens financiers pour l'élimination des stocks d'armes chimiques font défaut, surtout en Russie. D'autre part, il y a un manque de volonté ou de pression politiques pour allouer les moyens nécessaires. L'échec de la CAC ne serait pas seulement synonyme de revers pour la sécurité et la stabilité mondiale mais signifierait également risque de prolifération de technologies et de toxiques de combat. De plus, les régions concernées pourraient subir des inconvénients économiques (pas d'investissements dans les régions contaminées ou présentant des risques de catastrophe). Ces stocks constituent enfin des risques importants pour la santé des populations concernées en raison d'une contamination durable de l'eau et des sols.

4. Développements récents

Selon ses propres déclarations, la Russie est l'État qui détient le plus d'armes chimiques, repris de l'ancienne Union Soviétique. Ces armes sont stockées sur sept sites :

- À Gorny et Kambarka : Il y a au total 7 520 tonnes de vésicants désuets à base d'arsenic, contenus dans des citernes d'une capacité de 80 tonnes chacune. Des fuites de ces citernes représenteraient un très grand risque pour l'environnement.
- À Shchuch'ye, Kizner, Maradikova, Leonidovka et Pochep : il y a au total 32 480 tonnes de neurotoxiques dans des munitions prêtes à être utilisées. Divers examens de ces stocks de projectiles ont montré qu'un grand nombre d'entre eux sont en excellent état et le resteront encore durant les 10 à 20 prochaines années.

Le programme de désarmement chimique russe a été adopté par le gouvernement russe le 21 mars 1996. En 1999, le coût de ce programme avait été évalué à 4,7 milliards d'Euros. Le 4 novembre 1997, le Parlement russe a ratifié la CAC qui soumet la destruction des armes chimiques à un contrôle international. Cette ratification a eu lieu après que la communauté internationale avait signalé qu'elle était disposée à accorder un soutien important à ce programme de désarmement. Ce soutien s'est cependant fait attendre. Suite à la crise du rouble en août 1998, la diminution du soutien de la part de la communauté internationale a plongé le programme de désarmement russe dans une crise profonde.

Dans le but de lui redonner une base crédible, le gouvernement Putin a décidé de transférer la responsabilité du programme du ministère de la Défense à la nouvelle Agence des munitions. En même temps, un nouveau concept de destruction a été élaboré, qui devrait permettre de réduire les coûts de 30 à 50 %. Il prévoit de ne construire que 3 des 7 sites de destruction initialement planifiés.

Entre-temps, la Russie considère que le désarmement chimique est devenu l'un des ses engagements internationaux les plus importants et, dans son budget 2001, a prévu de consacrer un montant correspondant à 120 millions de dollars US à la réalisation de ce programme de désarmement.

Divers pays, principalement les Etats-Unis d'Amérique, ont déjà octroyé un soutien au programme russe de destruction des armes chimiques. Toutefois, le gouvernement américain a provisoirement gelé son aide financière en arguant notamment du fait que, globalement, l'aide accordée par les pays européens n'est pas suffisante. A ce jour, la contribution européenne atteint 60 millions d'Euros avec 10 millions supplémentaires actuellement en discussion dans plusieurs pays européens. Outre l'Union européenne, les pays engagés dans cette action sont les suivants: Allemagne, Canada, Finlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et, à partir de 2003, avec un apport de fonds et d'expertise substantiel, la Suisse.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, il apparaît plus clairement que la destruction des armes chimiques russes est une priorité pour l'Europe de l'Ouest, étant donné l'usage terroriste potentiel de ces armes.

Il est indispensable d'intensifier les efforts si l'on veut réduire les risques potentiels le plus rapidement possible.

5. Conclusion

Le rapport demande :

- que les États membres du Conseil de l'Europe soient invités à renforcer les efforts financiers et politiques visant à la destruction des stocks d'armes chimiques en général,
- que les États membres du Conseil de l'Europe soient invités à renforcer l'aide commune qu'ils apportent au programme russe de désarmement chimique,
- que tous les États qui n'ont pas encore adhéré à la Convention soient encouragés à la ratifier,
- que les Etats membres du Conseil de l'Europe soutiennent des campagnes d'information de la population surtout dans les pays les plus touchés,
- que tous les efforts soient entrepris par les Etats membres du Conseil de l'Europe pour assainir leurs propres sites et régions contaminés, en particulier les sols et les sources d'approvisionnement en eau potable.

APPENDIX
STATES PARTIES TO THE CHEMICAL WEAPONS CONVENTION
List of States Parties to the CWC
as of 31 December 2001

The number of States Parties and States waiting to become States Parties now stands at 145.

1. **Albania** signed 14-01-93 and ratified 11-05-94
2. **Algeria** signed 13-01-93 and ratified 14-08-95
3. **Armenia** signed 19-03-93 and ratified 27-01-95
4. **Argentina** signed 13-01-93 and ratified 02-10-95
5. **Australia** signed 13-01-93 and ratified 06-05-94
6. **Austria** signed 13-01-93 and ratified 17-08-95
7. **Azerbaijan** signed 13-01-93 and ratified 29-02-00
8. **Bahrain** signed 24-02-93 and ratified 28-04-97
9. **Bangladesh** signed 14-01-93 and ratified 25-04-97
10. **Belarus** signed 14-01-93 and ratified 11-07-96
11. **Belgium** signed 13-01-93 and ratified 27-01-97
12. **Benin** signed 14-01-93 and ratified 14-05-98
13. **Bolivia** signed 14-01-93 and ratified 14-08-98
14. **Bosnia and Herzegovina** signed 16-01-97 and ratified 25-02-97
15. **Botswana** acceded 31-08-98
16. **Brazil** signed 13-01-93 and ratified 13-03-96
17. **Brunei Darussalam** signed 13-01-93 and ratified 28-07-97
18. **Bulgaria** signed 13-01-93 and ratified 10-08-94
19. **Burundi** signed 15-01-93 and ratified 04-09-98
20. **Burkina Faso** signed 14-01-93 and ratified 08-07-97
21. **Cameroon** signed 14-01-93 and ratified 16-09-96
22. **Canada** signed 13-01-93 and ratified 26-09-95
23. **Chile** signed 14-01-93 and ratified 12-07-96
24. **China** signed 13-01-93 and ratified 25-04-97
25. **Colombia** signed 13-01-93 and ratified 05-04-00
26. **Cook Islands** signed 14-01-93 and ratified 15-07-94
27. **Costa Rica** signed 14-01-93 and ratified 31-05-96
28. **Côte d'Ivoire** signed 13-01-93 and ratified 18-12-95
29. **Croatia** signed 13-01-93 and ratified 23-05-95
30. **Cuba** signed 13-01-93 and ratified 29-04-97
31. **Cyprus** signed 13-01-93 and ratified 28-08-98
32. **Czech Republic** signed 14-01-93 and ratified 06-03-96
33. **Denmark** signed 14-01-93 and ratified 13-07-95
34. **Dominica** signed 02-08-93 and ratified 12-02-01
35. **Ecuador** signed 14-01-93 and ratified 06-09-95
36. **El Salvador** signed 14-01-93 and ratified 30-10-95
37. **Equatorial Guinea** signed 14-01-93 and ratified 25-04-97

38. **Eritrea** acceded 14-02-00
39. **Estonia** signed 14-01-93 and ratified 26-05-99
40. **Ethiopia** signed 14-01-93 and ratified 13-05-96
41. **Federal Republic of Yugoslavia** acceded 20-04-00
42. **Fiji** signed 14-01-93 and ratified 20-01-93
43. **Finland** signed 14-01-93 and ratified 07-02-95
44. **Former Yugoslav Republic of Macedonia** acceded 20-06-97
45. **France** signed 13-01-93 and ratified 02-03-95
46. **Gabon** signed 13-01-93 and ratified 08-09-00
47. **Gambia** signed 13-01-93 and ratified 19-05-98
48. **Georgia** signed 14-01-93 and ratified 27-11-95
49. **Germany** signed 13-01-93 and ratified 12-08-94
50. **Ghana** signed 14-01-93 and ratified 09-07-97
51. **Greece** signed 13-01-93 and ratified 22-12-94
52. **Guinea** signed 14-01-93 and ratified 09-06-97
53. **Guyana** signed 06-10-93 and ratified 12-09-97
54. **Holy See** signed 14-01-93 and ratified 12-05-99
55. **Hungary** signed 13-01-93 and ratified 31-10-96
56. **Iceland** signed 13-01-93 and ratified 28-04-97
57. **India** signed 14-01-93 and ratified 03-09-96
58. **Indonesia** signed 13-01-93 and ratified 12-11-98
59. **Iran (Islamic Republic of)** signed 13-01-93 and ratified 03-11-97
60. **Ireland** signed 14-01-93 and ratified 24-06-96
61. **Italy** signed 13-01-93 and ratified 8-12-95
62. **Jamaica** signed 18-04-97 and ratified 08-09-00
63. **Japan** signed 13-01-93 and ratified 15-09-95
64. **Jordan** acceded 29-10-97
65. **Kazakhstan** signed 14-01-93 and ratified 23-03-00
66. **Kenya** signed 15-01-93 and ratified 25-04-97
67. **Kiribati** acceded 07-09-00
68. **Kuwait** signed 27-01-93 and ratified 28-05-97
69. **Lao People's Democratic Republic** signed 13-05-93 and ratified 25-02-97
70. **Latvia** signed 06-05-93 and ratified 23-07-96
71. **Lesotho** signed 07-12-94 and ratified 07-12-94
72. **Liechtenstein** signed 21-07-93 and ratified 24-11-99
73. **Lithuania** signed 13-01-93 and ratified 15-04-98
74. **Luxembourg** signed 13-01-93 and ratified 15-04-97
75. **Malawi** signed 14-01-93 and ratified 11-06-98
76. **Malaysia** signed 13-01-93 and ratified 20-04-00
77. **Maldives** signed 01-10-93 and ratified 31-05-94
78. **Mali** signed 13-01-93 and ratified 28-04-97
79. **Malta** signed 13-01-93 and ratified 28-04-97
80. **Mauritania** signed 13-01-93 and ratified 09-02-98
81. **Mauritius** signed 14-01-93 and ratified 09-02-93
82. **Mexico** signed 13-01-93 and ratified 29-08-94
83. **Micronesia (Federated States of)** signed 13-01-93 and ratified 21-06-99
84. **Monaco** signed 13-01-93 and ratified 01-06-95
85. **Mongolia** signed 14-01-93 and ratified 17-01-95
86. **Morocco** signed 13-01-93 and ratified 28-12-95
87. **Mozambique** acceded 15-08-00

88. **Namibia** signed 13-01-93 and ratified 27-11-95
89. **Nauru** signed 13-01-93 and ratified 12-11-01
90. **Nepal** signed 19-01-93 and ratified 18-11-97
91. **Netherlands** signed 14-01-93 and ratified 30-06-95
92. **New Zealand** signed 14-01-93 and ratified 15-07-96
93. **Nicaragua** signed 09-03-93 and ratified 05-11-99
94. **Niger** signed 14-01-93 and ratified 9-04-97
95. **Nigeria** signed 13-01-93 and ratified 20-05-99
96. **Norway** signed 13-01-93 and ratified 07-04-94
97. **Oman** signed 02-02-93 and ratified 08-02-95
98. **Pakistan** signed 13-01-93 and ratified 28-10-97
99. **Panama** signed 16-06-93 and ratified 07-10-98
100. **Paraguay** signed 14-01-93 and ratified 01-12-94
101. **Papua New Guinea** signed 14-01-93 and ratified 17-04-96
102. **Peru** signed 14-01-93 and ratified 20-07-95
103. **Philippines** signed 13-01-93 and ratified 11-12-96
104. **Poland** signed 13-01-93 and ratified 23-08-95
105. **Portugal** signed 13-01-93 and ratified 10-09-96
106. **Qatar** signed 01-02-93 and ratified 03-09-97
107. **Republic of Korea** signed 14-01-93 and ratified 28-04-97
108. **Republic of Moldova** signed 13-01-93 and ratified 08-07-96
109. **Romania** signed 13-01-93 ratified 15-02-95
110. **Russian Federation** signed 13-01-93 and ratified 05-11-97
111. **Saint Lucia** signed 29-03-93 and ratified 9-04-97
112. **San Marino** signed 13-01-93 and ratified 10-12-99
113. **Saudi Arabia** signed 20-01-93 and ratified 09-08-96
114. **Senegal** signed 13-01-93 and ratified 20-07-98
115. **Seychelles** signed 15-01-93 and ratified 07-04-93
116. **Singapore** signed 14-01-93 and ratified 21-05-97
117. **Slovak Republic** signed 14-01-1993 and ratified 27-10-1995
118. **Slovenia** signed 14-01-93 and ratified 11-06-97
119. **South Africa** signed 14-01-93 and ratified 13-09-95
120. **Spain** signed 13-01-93 and ratified 03-08-94
121. **Sri Lanka** signed 14-01-93 and ratified 19-08-94
122. **Sudan** acceded 24-05-99
123. **Suriname** signed 28-04-97 and ratified 28-04-97
124. **Swaziland** signed 23-09-93 and ratified 20-11-96
125. **Sweden** signed 13-01-93 and ratified 17-06-93
126. **Switzerland** signed 14-01-93 and ratified 10-03-95
127. **Tajikistan** signed 14-01-93 and ratified 11-01-95
128. **Togo** signed 13-01-93 and ratified 23-04-97
129. **Trinidad and Tobago** acceded 24-06-97
130. **Tunisia** signed 14-01-93 and ratified 15-04-97
131. **Turkey** signed 14-01-93, and ratified 12-05-97
132. **Turkmenistan** signed 12-10-93 and ratified 29-09-94
133. **Uganda** signed 14-01-93 and ratified 30-11-2001
134. **Ukraine** signed 13-01-93 and ratified 16-10-98
135. **United Arab Emirates** signed 02-02-93 and ratified 28-11-00
136. **United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland** signed 13-01-93 and ratified 13-05-96

137. **United Republic of Tanzania** signed 25-02-94 and ratified 25-06-98
 138. **United States of America** signed 13-01-93 and ratified 25-04-97
 139. **Uruguay** signed 15-01-93 and ratified 06-10-94
 140. **Uzbekistan** signed 24-11-95 and ratified 23-07-96
 141. **Venezuela** signed 14-01-93 and ratified 03-12-97
 142. **Viet Nam** signed 13-01-93 and ratified 30-09-98
 143. **Yemen** signed 08-02-93 and ratified 02-10-00
 144. **Zambia** signed 13-01-93 and ratified 09-02-01
 145. **Zimbabwe** signed 13-01-93 and ratified 25-04-97
-
-

SIGNATORY STATES TO THE CHEMICAL WEAPONS CONVENTION
List of all 29 States which have signed, but have not yet ratified as per 26 June 2001

1. **Afghanistan** signed 14-01-93
2. **Bahamas** signed 02-03-94
3. **Bhutan** signed 23-04-97
4. **Cambodia** signed 15-01-93
5. **Cape Verde** signed 15-01-93
6. **Central African Republic** signed 14-01-93
7. **Chad** signed 11-10-94
8. **Comoros** signed 13-01-93
9. **Congo** signed 15-01-93
10. **Democratic Republic of the Congo** signed 14-01-93
11. **Djibouti** signed 28-09-93
12. **Dominican Republic** signed 13-01-93
13. **Grenada** signed 9-04-97
14. **Guatemala** signed 14-01-93
15. **Guinea-Bissau** signed 14-01-93
16. **Haiti** signed 14-01-93
17. **Honduras** signed 13-01-93
18. **Israel** signed 13-01-93
19. **Kyrgyzstan** signed 22-02-93
20. **Liberia** signed 15-01-93
21. **Madagascar** signed 15-01-93
22. **Marshall Islands** signed 13-01-93
23. **Myanmar** signed 14-01-93
24. **Rwanda** signed 17-05-93
25. **Saint Kitts and Nevis** signed 16-03-94
26. **Saint Vincent and the Grenadines** signed 20-09-93
27. **Samoa** signed 14-01-93
28. **Sierra Leone** signed 15-01-93
29. **Thailand** signed 14-01-93